

Économie

Le chômage devrait remonter en fin d'année

L'OFCE prévoit une période difficile pour les ménages, marquée par une légère baisse du pouvoir d'achat et le retournement du marché de l'emploi.

de Guigné, Anne

page 23

CONJONCTURE L'économie française se remet cahin-caha de la succession de chocs qu'elle a affrontés ces dernières années : mois de pandémie et de restrictions, désorganisation des chaînes de production, envolée de l'inflation... Après tous ces événements extrêmes, 2023 et 2024 s'annoncent comme des années de transition, exposées à de nombreux risques : tensions géopolitiques, sursaut du marché de l'énergie, défaillances bancaires. Dans ce contexte fragile, selon les dernières prévisions de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), l'inflation demeurerait élevée en 2023, alors que le chômage repartirait à la hausse en fin d'année.

Oscillant entre 5,5 % et 6,5 %, la hausse des prix devrait commencer à se dégonfler seulement à partir de 2024 « *pour converger vers 3 % à la fin de l'année prochaine* ». La croissance du produit intérieur brut (PIB) serait modeste : 0,8 % en 2023 et 1,2 % en 2024. « *Elle serait tirée par l'investissement et le restockage des entreprises*, avance Mathieu Plane, directeur adjoint du département analyse et prévision de l'OFCE. *En revanche, on observe une vraie déconnexion avec les ménages qui réduisent leur consommation.* » Ces derniers adapteraient leurs habitudes à la légère baisse de leur pouvoir d'achat : par unité de consommation, il baisserait de 1,2 % sur la période 2022-2024.

Les ménages devraient aussi souffrir du retournement du marché de l'emploi. Selon les calculs de l'OFCE, le taux de chômage augmenterait à partir du second semestre. « *Nous tablons sur 100 000 pertes d'emplois entre la fin de l'année 2022 et 2024 et un taux de chômage à 7,9 % à la fin de l'année prochaine, contre 7,2 % actuellement* », précise Éric Heyer, le directeur du département analyse et prévision de l'institution.

Ces prévisions concordent avec celles de la Banque de France. Dans ses dernières projections, l'institution s'avance sur une hausse « *transitoire* » en 2023 et 2024 du chômage, « *en raison du net ralentissement de la croissance et du rétablissement de la productivité* ». Le pic serait atteint en 2024, avec un chômage à 8,2 %, avant une « *décru*e » en 2025.

Effet de balancier

Selon l'OFCE, les pertes d'emplois s'expliqueraient d'une part par la « *baisse de l'apprentissage* », et de l'autre par la « *hausse de la durée du travail* ». La nette réduction de l'aide à l'apprentissage, qui passe en 2023 de 8 000 à 6 000 euros (- 25 %) pour les majeurs, jouerait négativement sur l'emploi à hauteur de 95 000 postes sur deux ans. En outre, les

économistes tablent sur un retour, fin 2024, de la durée du travail à son niveau observé fin 2019. Cet ajustement, après des mois marqués par les restrictions et les ralentissements, signerait le retour de la productivité horaire à son niveau de 2019.

Après trois années déroutantes, où la bonne tenue de l'emploi n'a cessé de surprendre, l'économie française va ainsi retomber sur ses fondamentaux. Théoriquement, dans le contexte morose des années 2019-2022, la France aurait en effet dû détruire des emplois. Pourtant, dans la pratique, de nombreux postes ont été créés dans la période. Selon Éric Heyer, la divergence entre la réalité et la théorie atteint 1 million d'emplois.

L'économiste explique 70 % de cet écart par trois grandes raisons. D'abord, la moindre durée du travail des salariés, qui a pesé sur la productivité, justifierait la préservation de près de 200 000 emplois. Ensuite, 24 % des emplois créés seraient à mettre en lien « *avec la forte progression du nombre d'apprentis au cours de la période d'analyse (soit plus de 250 000 salariés)* ». Enfin, 26 %, soit près de 280 000 emplois salariés, s'expliqueraient par les mesures de soutien aux entreprises qui les ont préservées de la faillite.